



ARRÊTÉ du MAIRE ODP N° 26.182

Objet : Autorisation d'occupation du domaine public et réglementation du stationnement et de la circulation.

Le Maire de la Ville d'Orthez,

Vu les articles L2212.1.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par arrêté du 7 juin 1974, livre 1, 4^e partie « signalisation de prescriptions »,

Considérant la demande de la **Sarl SOFOMOB**, 585 allée des Mésanges – 40090 SAINT AVIT, qui sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, **le jeudi 02 juillet 2026**, pour une durée d'un (01) jour, afin d'effectuer la livraison et l'installation de mobilier de bureau, au n° 18 rue Jeanne d'Albret à Orthez.

Sous réserve de demande préalable au service urbanisme.

Considérant que le Maire doit prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité et la commodité de passage dans les rues, voies, quais et places publiques,

ARRÊTÉ:

Article 1^{er} : Annule et remplace l'arrêté n° 26.174 du 24 juin 2026.

Article 2 : Le **jeudi 02 juillet 2026**, pour une durée d'un (01) jour, la **Sarl SOFOMOB** est autorisée à occuper le domaine public, au n° 18 rue Jeanne d'Albret, afin d'effectuer la livraison et l'installation de mobilier de bureau.

Article 3 : Afin de permettre ces travaux, le stationnement d'un camion Ford Transit immatriculé GW-537-QZ sera autorisé au droit du n° 18 rue Jeanne d'Albret pendant le temps de la livraison, soit de 07 h 00 à 07 h 30. Le camion ira ensuite stationner sur la place d'Armes.

Article 4 : Cette autorisation d'occupation du domaine public ne vaut pas autorisation d'effectuer des travaux (voir service urbanisme).

Article 5 : La **Sarl SOFOMOB** sera entièrement responsable des accidents qui pourront survenir pendant la durée des travaux, et devra prendre toutes les mesures de sécurité pour sécuriser les endroits d'intervention, la pré-signalisation et la signalisation réglementaire seront mises en place par leurs soins et sous leurs responsabilités, afin de permettre l'application des présentes dispositions.

Article 6 : Un passage de sécurité devra être respecté pour les piétons, la benne à ordures, les véhicules des services de police, d'incendie et de secours, ambulances ou médecins justifiant d'une intervention urgente ou aux riverains et usagers accédant à un emplacement de garage privé.

Article 7 : La **Sarl SOFOMOB** sera redevable d'un droit fixe d'instruction des dossiers de 5 € et d'un droit d'occupation du domaine public de 8 €/engin par jour (délibération du Conseil Municipal du 07 mars 2024).

Article 8: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Les contrevenants seront sanctionnés en application des dispositions du Code de la Route.

Article 10 : La Directrice Générale des Services, le service de la Police Municipale, le Commandant du Centre de Secours Principal, le Commandant de la Gendarmerie d'Orthez, les services Techniques, le Directeur du pôle aménagement de la communauté des communes de Lacq-Orthez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la ville.

Fait à Orthez, le mercredi 1^{er} juillet 2026

Copies transmises par mail :

- ☒ Centre de Secours
- ☒ Gendarmerie
- ☒ Le demandeur
- ☒ Services Techniques
- ☒ CCLO



Benjamin MOUTET,
Maire d'Orthez

Par délégation, le maire adjoint,
Jérôme CLEMENCEAU